



ⵜⴰⵎⴰⵏⴻⵔⴰⵢⵜ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ

ⵜⴰⵎⴰⵏⴻⵔⴰⵢⵜ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ ⵏ ⵓⵔⴰⵎⴰⵏ

مديرية الموارد البشرية و الميزانية و الشؤون العامة

Direction des Ressources Humaines
du Budget et des Affaires Générales

Appel d'offres ouvert n°03/2019

Du 09/05/2019

Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale

RELATIF

A

**LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES, DU MATERIEL
ACTIF DU RESEAU INFORMATIQUE ET DU SYSTEME DU CONTROLE
D'ACCES POUR LE MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'INSERTION
PROFESSIONNELLE -MAIN D'ŒUVRE ET PIECES DE RECHANGE-
EN LOT UNIQUE**

DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ ⵜⴰⵎⴰⵖⵔⴰⵏⵜ

ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ ⵜⴰⵎⴰⵖⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ

Direction des Ressources Humaines
du Budget et des Affaires Générales

مديرية الموارد البشرية و الميزانية و الشؤون العامة

Appel d'offres ouvert n°03/2019

Du 09/05/2019

Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale

RELATIF

A

**LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES, DU MATERIEL
ACTIF DU RESEAU INFORMATIQUE ET DU SYSTEME DU CONTROLE D'ACCES
POUR LE MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE -
MAIN D'ŒUVRE ET PIECES DE RECHANGE- EN LOT UNIQUE**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Appel d'offres ouvert n°03/2019

Du 09/05/2019

Le présent appel d'offres a pour objet la maintenance des installations téléphoniques, du matériel actif du réseau informatique et du système du contrôle d'accès pour le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle -main d'œuvre et pièces de rechange- en lot unique

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres sera passé :

ENTRE :

Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, représenté par Monsieur FATHALLAH Abdelkrime, Directeur des Ressources humaines, du Budget et des Affaires Générales.

Désigné ci-après par le terme « Maître d'Ouvrage »,

D' UNE PART

ET :

1. Cas d'une personne physique ou morale :

La personne physique ou morale
Représentée par Monsieur (Madame).....En qualité de..... En
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés;
Au capital de.....;
Faisant élection de domicile à.....;
Siège social sis à.....;
Affiliée à la C.N.S.S. sous le n°.....;
Inscrite au registre de commerce deSous le n°.....;
N° de la taxe professionnelle (patente).....;
N° de l'identifiant fiscal.....;
Titulaire du compte courant postal, bancaire ou à la TGR n°.....;
Ouvert à.....;

2. Cas d'un groupement:

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
N° de la taxe professionnelle (patente).....;
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....
Ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

.....
(Servir les renseignements le concernant)

-.....
-.....

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant
M..... (Prénom, nom et qualité)
en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations,
ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions).....
Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire » ;

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres a pour objet la maintenance des installations téléphoniques, du matériel actif du réseau informatique et du système du contrôle d'accès pour le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle -main d'œuvre et pièces de rechange- en lot unique.

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent:

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- Le bordereau du prix- détail estimatif;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 4 : TEXTES DE REFERENCE

1. Loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise, promulguée par le dahir n°1-02-188 du 12 jourada I 1423 (23 juillet 2002).
2. Loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).
3. Décret n°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
4. Décret N° 2-07-1235 du 04 novembre 2008 relatif au Contrôle des Dépenses de l'Etat.
5. Décret Royal n°330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié.
6. Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22/07/2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
7. Décret n°2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat.
8. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1874-13 du 9 moharrem 1435 (13 novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
9. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

10. Textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale et aux accidents de travail.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le Contractant devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5 : DESCRIPTION DES ELEMENTS A MAINTENIR

La maintenance porte sur les éléments suivants:

- Onduleur 40 KVA ;
- Switchs fédérateurs redondants type (6850-24/6850-EU-24) ;
- Switchs Alcatel 6400-48 ;
- Switchs Alcatel 6400-24 ;
- Solution pour la sécurité unifiée.
Il s'agit d'une solution de sécurité unifiée UTM de type Fortigate avec licence (à renouveler en cas d'expiration) qui permet d'avoir les fonctionnalités suivantes :
 - Firewall ;
 - IPS et contrôle applicatif ;
 - Antivirus ;
 - Anti-Spam Filtering ;
 - Filtrage URL et de contenu ;
 - Prévention des fuites de données ;
 - Administration et Reporting ;
- Autocommutateur Alcatel avec batteries et console passerelles operateurs contenant les éléments suivants :
Il s'agit d'une plate-forme de communication de type Alcatel OMNIPCX Entreprise équipée de :
 - 10 Carte UAI 16 ;
 - 11 Cartes SLI 16 ;
 - 1 carte SLI 8
 - 4 Carte APA 8 ;
 - 4 Cartes PRA-T2 ;
 - 2 Cartes POWER MEX ;
 - 2 Cartes CS2 ;
 - 2 Cartes GD-3 ;
 - 1 Musique d'attente ;
 - 1 Plateforme de taxation et de gestion des coûts 4760 ;
 - 2 Accès primaire ;
 - Console opérateur Alcatel-Lucent 4059 IP
- Postes téléphonique Alcatel-Lucent 4039 ;
- Postes téléphonique Alcatel-Lucent 4029 ;
- Postes téléphonique Alcatel-Lucent 4019 ;
- Portillons automatiques ;

La maintenance porte sur le matériel suivant :

Désignation	Quantité
Onduleur 40 KVA	1
Switch fédérateur redondants type (6850-24/6850-EU-24)	2
Switch Alcatel 6400-48	9
Switch Alcatel 6400-24	1
Solution pour la sécurité unifiée	1
Autocommutateur Alcatel avec console passerelles operateurs	1
Poste téléphonique Alcatel-Lucent 4039	10
Poste téléphonique Alcatel-Lucent 4029	65
Poste téléphonique Alcatel-Lucent 4019	40
Portillon automatique	4

ARTICLE 6 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le Titulaire du marché reconductible s'engage à maintenir le matériel objet de présent appel d'offre en bon état de fonctionnement et de remédier à toute défaillance éventuelle.

La demande d'intervention pourra être faite par l'un des moyens suivants :

- Un appel téléphonique ;
- Une correspondance écrite ;
- Un fax ;
- Un email (courrier électronique).

Dans ce sens, le titulaire doit fournir un email de support, les demandes d'intervention du maître d'ouvrage seront adressées à cette adresse email.

1- Entretien préventif :

Le Titulaire s'engage à effectuer les contrôles périodiques, une fois par trimestre, et à exécuter toute opération nécessaire pour maintenir un bon niveau de fonctionnement des équipements, notamment :

- Vérifier le bon fonctionnement des équipements couverts par le présent marché.
- Fourniture et installation de toutes les améliorations logicielles apportées au matériel existant. nécessaires en cas d'éventuelles modifications.
- Dépoussiérer l'intérieur des armoires PABX et réseau.
- Procéder au changement de cartes défectueuses ou représentant des anomalies.
- Vérifier le bon fonctionnement des cartes.
- Vérifier la connectique.
- Fourniture et Mise à jour, en cas de besoin, de la licence de la solution de sécurité unifiée de type Fortigate.

L'entretien préventif est planifié selon le jour et l'horaire convenu d'un commun accord avec le Maître d'Ouvrage.

2- Interventions Curatives :

Elle consiste en la remise en état de l'élément en panne ou présentant des anomalies de fonctionnement.

Ces pannes ou anomalies sont constatées par le Maître d'Ouvrage et signalées au Titulaire. Le Titulaire s'engage à répondre, immédiatement, à la demande du Maître d'Ouvrage. Le Titulaire se déplacera sur le site du Maître d'ouvrage dans un délai maximum de deux (4) heures à partir de l'appel du Maître d'ouvrage et l'email envoyé au titulaire.

Le délai maximum de la remise en état de l'équipement matériel signalé est de quatre (08) heures ouvrées à compter de l'heure de réception de la demande d'intervention adressée par le Maître d'Ouvrage au Titulaire. Ce délai ne comprend pas la période du 16 H 30 minutes du soir à 8 Heures 30 minutes du matin de la journée suivante. Toute réparation doit être entreprise, préalablement, par le titulaire sur le site où est installé le matériel.

Le titulaire s'engage à réparer l'équipement matériel dans le délai imparti. Par conséquent, il doit s'approvisionner régulièrement, en pièces de rechange nécessaires à l'entretien et à la réparation des équipements objet du marché.

Le Titulaire s'engage en cas d'immobilisation dépassant huit (8) heures ouvrées à mettre à la disposition du Maître d'ouvrage provisoirement un matériel de remplacement, qui possède au minimum les mêmes performances et équivalent au niveau de toutes les fonctionnalités de l'équipement défectueux si cela s'avérait nécessaire. Par conséquent, le Titulaire est tenu d'installer et configurer ledit matériel de remplacement. L'utilisation de l'équipement de remplacement ne doit pas dépasser, et sans délai supplémentaire, une durée maximale de (20) vingt jours à compter du jour du signalement de la panne.

Quand la réparation nécessite le retour en atelier du Titulaire, l'équipement matériel défectueux devra être récupéré pour réparation et retourné au lieu de son exploitation par les services du Titulaire et à sa charge.

Si, au terme du délai précité, l'équipement matériel n'est pas ni réparé ni remplacé. Il est déclaré indisponible par le Maître d'Ouvrage à compter du jour où il est tombé en panne jusqu'au jour de la remise en service par le titulaire.

Toutes les pièces de rechange nécessaires pour les interventions curatives de maintenance sont fournies par le Titulaire, leur coût est censé être compris dans le prix de la maintenance.

A la fin de chaque intervention, le Titulaire doit établir une fiche d'intervention portant sur les opérations de maintenance effectuées. Cette fiche, datée et signée par les représentants du Maître d'ouvrage et du Titulaire, doit indiquer la date et l'heure exacte d'achèvement des travaux réalisés par le Titulaire et doit être communiquée au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : LIEU D'EXECUTION

L'entretien et la maintenance de premier niveau seront effectués au sein du :

- Siège du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (Angle rue Al jommayz et rue Al maouz, Hay Riad, Rabat).

ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES PRESTATIONS

Le Titulaire reconnaît avoir reçu toutes les explications et informations concernant le matériel informatique objet de la maintenance indiqué dans le marché, qui lui ont permis l'établissement

de ses prix. Il ne peut ultérieurement en aucun cas se prévaloir du manque d'information pour l'exécution des prestations dans les meilleures conditions.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le matériel informatique, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage désignera un ou plusieurs représentants de la division de l'Informatique et de la communication qui seront les seuls correspondants du Titulaire lors de l'exécution des prestations objet du présent marché reconductible. Ces représentants seront responsables de définir les priorités d'intervention et d'exécution des tâches.

Le Maître d'Ouvrage libère le Titulaire de toute obligation de maintenance dans les cas suivants :

- Cas de force majeure;
- Acte de sabotage ou de vandalisme ;
- Réparations de fortune ou interventions opérées par des personnes ou un personnel ne relevant pas du Titulaire et sans son accord.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché s'engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail et notamment la continuité et la permanence des prestations, la discipline et la bonne tenue de son personnel ;
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les prestations objet du présent marché quelques soient les conditions;
- La rédaction et la remise des rapports d'interventions ;
- Se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- Faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des utilisateurs, ni désordre sur le site ;
- Répondre des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque au Maître d'Ouvrage ;
- Laisser, en fin d'exécution du marché, les éléments informatiques en état normal de fonctionnement ;

ARTICLE 11 : VALIDITE DU MARCHE

Conformément au § 1 de l'article 152 du décret n° 2-12-349, le marché reconductible qui sera passé suite au présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

ARTICLE 12: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation du marché sera notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze jours (75 jours) à compter de la date de l'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret n°2-12-349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le Maître d'Ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par Maître d'Ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le Maître d'Ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 13: DOMICILE

Conformément à l'article 17 du C.C.A.G-EMO, le Titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché ou de la décision prise de commencer l'exécution du marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège du Titulaire dont l'adresse sera indiquée dans le préambule du marché.

En cas de changement de domicile, le Titulaire est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée, dans les quinze (15) jours suivant la date de l'intervention du changement.

ARTICLE 14: DROIT D'ENREGISTREMENT

Le marché reconductible qui fera suite au présent appel d'offres sera assujéti à la formalité et aux droits d'enregistrement conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

La liquidation des sommes dues par le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle en exécution du marché sera opérée par les soins de la Direction des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales ;

Le fonctionnaire chargé de fournir au Titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) est le Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales ;

Les paiements prévus au marché seront effectués par Monsieur le Trésorier Ministériel auprès du Ministère de la Jeunesse et des Sports, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du Titulaire du marché.

En cas de nantissement du marché, le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, au Titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre pour le nantissement conformément aux dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29

rabii II 1436 (19 février 2015) et ce en application du paragraphe 5 de l'article 11 du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-EMO).

Les frais de timbres de l'exemplaire unique susmentionné sont à la charge du Titulaire du Marché.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de quatre mille **(4 000,00)** dirhams.
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

ARTICLE 17 : GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur les sommes qui sont dues au titulaire.

ARTICLE 18 : ASSURANCE

En application de l'article 20 du C.C.A.G-EMO, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché reconductible passé suite au présent appel d'offre, se rapportant :

- aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire ;
- à la responsabilité civile incombant au titulaire et au maître d'ouvrage ;

ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Toutes les prestations du marché constituent le corps d'état principal du marché et ne peuvent faire l'objet de la sous-traitance.

ARTICLE 20 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché reconductible est conclu pour une durée d'une année fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Il sera renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans que sa durée totale ne dépasse trois (3) années.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois (3) mois, avant l'ouverture de chaque année budgétaire, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 21 : CONTROLE DES PRESTATIONS

Des contrôles en cours d'exécution des prestations pourront être effectués par les représentants du Maître d'Ouvrage de la division de l'Informatique et de la communication. Ces derniers sont habilités à s'opposer à la poursuite de l'exécution des prestations entreprises si la méthode de réparation ne présente pas à leur avis des garanties suffisantes conformément aux stipulations du marché.

A la fin de chaque trimestre, le Titulaire remettra au Maître d'Ouvrage un rapport d'activité de maintenance contenant le détail de ses interventions, leurs lieux d'exécution et les délais de

remise en état. Un rapport de synthèse contenant des statistiques de ces interventions doit être remis à chaque fin d'année budgétaire au maître d'ouvrage.

ARTICLE 22 : RECEPTION DES PRESTATIONS

Réception partielle :

A la fin de chaque trimestre, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception partielle des prestations réalisées, si le Titulaire a bien rempli ses engagements contractuels objet du marché. La réception partielle sera constatée par procès-verbal.

La dernière réception partielle de chaque année budgétaire tient lieu de la réception définitive de l'année en question.

Réception définitive :

A la fin de la durée totale du marché reconductible, le Maître d'Ouvrage procédera à la réception définitive du marché, si le Titulaire a bien rempli ses engagements contractuels précités. Un procès-verbal de réception définitive sera établi par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 23 : PENALITE POUR RETARD

Une pénalité journalière de 1‰ du montant du marché sera appliquée à l'encontre du Titulaire dans les cas suivants :

- Le retard dans l'exécution des prestations d'entretien préventif conformément au jour et à l'horaire convenu d'un commun accord avec le Maître d'Ouvrage ;
- Lorsque le Titulaire ne répond pas à la demande du Maître d'Ouvrage pour entreprendre une réparation dans les délais prescrits au point 2 de l'article 6 ;
- Si le Titulaire ne met pas à la disposition du Maître d'Ouvrage un matériel de remplacement ou s'il ne réalise pas les interventions curatives dans les délais prescrits au point 2 de l'article 6.

Le montant prévu au paragraphe 1 ci-dessus est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Le plafond des pénalités ne doit pas dépasser 10 % du montant du marché.

NB : toute fraction de jour calendaire vaut une journée.

ARTICLE 24 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement des redevances portées au bordereau du des prix – détail estimatif, sera effectué après réception des prestations conformément à l'article 22 du présent CPS.

Les décomptes sont établis trimestriellement et payables à terme échu.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire un décompte définitif et à la fin de la dernière période du marché reconductible, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

ARTICLE 25: MODALITES DE REGLEMENT

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'un décompte établi en cinq exemplaires portant la signature du Titulaire.

ARTICLE 26: CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont établis en dirhams marocains, fermes et non révisables. Ils comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'Ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 27: NATURE DES PRIX

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres, est un marché à prix unitaire.

ARTICLE 28 : MODIFICATION DES CLAUSES DU MARCHE

Conformément au paragraphe 4 de l'article 7 du décret n°2-12-349 précité, chacune des deux parties contractantes peut demander qu'il soit procédé à une révision des conditions d'exécution du marché reconductible. Cette révision est introduite par avenant.

Les conditions qui peuvent faire l'objet de ladite révision sont :

- La consistance des éléments à maintenir ;
- Le lieu d'exécution ;
- La fréquence des interventions du titulaire.

ARTICLE 29: SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES DONNEES.

Le titulaire est tenu au secret professionnel des informations déduites suite à l'accès à des données de l'administration lors de ses interventions.

Il est tenu aussi à assurer la sécurité des données supportées par le matériel en réparation notamment celui contenant des supports de stockage. Il doit à ce propos prendre toutes les dispositions pour permettre la préservation des données contre les risques de perte. A défaut de possibilités de récupération des données, le titulaire doit informer le Maître d'Ouvrage et demander son accord pour toute suite à prendre.

ARTICLE 30: RESILIATION DU MARCHE

Dans le cas où le Titulaire ne se conforme pas soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par ordre de service.

Passé ce délai, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, il sera fait application des dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO.

Il demeure entendu que les autres cas de résiliation prévus par le CCAG-EMO notamment les articles 27 et 32 sont applicables au marché.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché, elle donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 31 : CONTESTATIONS-LITIGE

Si, au cours de l'exécution du marché, des difficultés s'élèvent entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 53 et 54 du C.C.A.G-EMO.

Les litiges qui ne trouvent pas de solutions dans le cadre de l'application des dispositions des articles 53 et 54 du C.C.A.G-EMO seront soumis aux tribunaux marocains compétents conformément à l'article 55 du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire du marché reconductible ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à

quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF**RELATIF A L'AO N°03/2019 :**

La maintenance des installations téléphoniques, du matériel actif du réseau informatique et du système du contrôle d'accès pour le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle -main d'œuvre et pièces de rechange- en lot unique

N°	Désignation de la prestation	Unité	Qté	Prix Unitaire en DH (hors TVA) en chiffres	Prix Total (hors TVA) en chiffres
1	Maintenance préventive	mois	12		
2	Maintenance curative	mois	12		
TOTAL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL TTC					

Fait àle.....

(Signature et cachet du concurrent)



Direction des Ressources Humaines
du Budget et des Affaires Générales

مديرية الموارد البشرية و الميزانية و الشؤون العامة

Appel d'offres ouvert n°03/2019
Du 09/05/2019

Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale

RELATIF
A

**LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES, DU MATERIEL
ACTIF DU RESEAU INFORMATIQUE ET DU SYSTEME DU CONTROLE D'ACCES
POUR LE MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE -
MAIN D'ŒUVRE ET PIECES DE RECHANGE- EN LOT UNIQUE**

Le Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales	Lu et accepté par le soumissionnaire (Mention manuscrite)
A, le	A, le